

Déclaration des élus BIATOS au CA de l'université d'Avignon à Valérie Pécresse

Madame le Ministre

Nous souhaiterions vous faire part de notre ressentiment et de notre colère face au silence assourdissant et au mépris que vous et votre ministère avez affichés pendant ces 4 mois de mouvement.

La communauté universitaire s'est retrouvée mobilisée comme jamais et vous avez réussi l'exploit de mettre dans la rue une majorité d'enseignants, de BIATOS et d'étudiants.

Néanmoins nous voulons attirer votre attention sur la fragilité des situations de certains personnels de l'UAPV qui seront les premiers à supporter les conséquences de la loi LRU.

En premier lieu les contractuels en grande majorité composés de contrats 10 mois à l'indice minimum de la fonction publique et qui pour beaucoup d'entre eux occupent des emplois fonctionnels depuis des années en toute précarité et sans évolution de carrière..

L'exigence d'équité et de respect voudrait que ces personnels bénéficient d'un véritable plan de titularisation.

En deuxième lieu les personnels de catégories C qui au regard de vos déclarations successives sont appelés à disparaître alors qu'ils occupent des emplois surclassés et risquent d'être remplacés par des emplois précaires ou voir leurs tâches externalisés, sans avoir ni perspectives ni revalorisation de carrières.

Nous pourrions aussi vous interpeler sur la question de la filière bibliothèque mise à mal par le projet d'intégration dans la filière ITRF à leurs corps défendant.

Nous aimerions vous faire part de nos inquiétudes, en tant que fonctionnaire d'état, qui demain, avec la loi LRU et la mise en place de la RCE se verraient basculer sur une fonction publique localisé sans garanties statutaires et sans perspectives de carrières, et de droit à la mutation, avec le risque, au gré des différentes réformes de voir disparaître le statut général de la fonction publique.

Nous aimerions vous interpeler sur les inquiétudes quand à l'accès des personnels aux prestations sociales dans le cadre de la RCE.

Pour conclure nous voudrions vous faire part de notre désapprobation sur la méthode qui consiste à dénaturer, les votes du CA (dévolution patrimonial par exemple) , ou les décisions de la communauté universitaire en les présentant comme une marque de soutien à votre politique.

Daniel sudreau: FERC SUP CGT
Richard Barachia: SNASUB FSU